

de l'an dernier qui a mis en marche le processus d'établissement de la paix. Et lorsque ce conflit se terminera, nous offrirons d'envoyer des forces de maintien de la paix pour contribuer au rétablissement de la stabilité dans cette région.

Nous poursuivons aussi de diverses autres façons cette recherche de l'ordre - l'ordre qui permet le commerce et la prospérité. Nous prenons une initiative concrète avec les pays du Pacifique Nord pour voir si des mesures de confiance comme celles qui ont donné de bons résultats en Europe pourraient aussi être appliquées à cette région. Nous appuyons activement le nouveau mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique - la CEAP - de façon à favoriser la compréhension et la coopération économique de part et d'autre du Pacifique. Et nous poursuivons un dialogue actif avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est - l'ANASE -, dont les ministres des affaires étrangères se sont retrouvés à Jasper le mois dernier pour leur toute première réunion organisée à l'étranger par l'un de leurs partenaires. Ce dialogue avec l'ANASE tente d'ériger des ponts à l'intérieur de la région ainsi qu'entre cette région et le reste du monde de façon à favoriser la paix, la prospérité et le commerce.

La politique étrangère appuie aussi ces efforts au moyen de l'APD - l'aide publique au développement. Bien des gens voient l'APD comme une charité. Et l'un de ses grands objectifs est certainement de canaliser les efforts des Canadiens pour aider d'autres pays à s'aider eux-mêmes. Mais l'aide à l'étranger peut aussi générer un commerce extérieur. Les pays pauvres n'achètent pas. Les pays développés peuvent se le permettre. Et les pays qui ont déjà reçu une aide pensent souvent à leurs donateurs lorsque vient la prospérité.

Prenons par exemple la Thaïlande. Dans les années 50, le Canada accordait activement une aide à ce pays pauvre et ravagé par la guerre d'Indochine. Et en 1979, nous avons pris l'initiative d'aider les réfugiés de la mer. Ces actions ont bâti une solide relation commerciale. Le commerce du Canada avec la Thaïlande est passé de 150 millions de dollars il y a neuf ans à 765 millions l'an dernier.

Et les sociétés albertaines ont développé des marchés asiatiques par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Novacorp soutient par exemple que l'ACDI l'a aidée à obtenir un contrat de 41 millions de dollars en Malaisie pour la vente de gaz naturel. Et c'est dans le cadre d'une mission de l'ACDI en Asie que Willowglen a trouvé son contrat de vente de systèmes de données à Singapour.

Voilà comment la politique étrangère peut appuyer vos efforts. Cette politique peut aussi vous aider lorsqu'elle recherche un environnement plus sain. Nous devons assainir notre